



**Commune de  
2875 Montfaucon**

Tél. 032/955.11.22  
Fax 032/955.12.19

E-Mail : [info@montfaucon.ch](mailto:info@montfaucon.ch)

**REGLEMENT SUR LES ELECTIONS  
COMMUNALES DE LA COMMUNE  
MUNICIPALE DE MONTFAUCON**

- Bases légales
- Constitution jurassienne (RSJU 101)
  - Loi sur les droits politiques (RSJU 161.1)
  - Loi d'incompatibilité (RSJU 170.31)
  - Loi sur les communes (RSJU 190.11)
  - Décret sur la protection des minorités (RSJU 192.222)
  - Ordonnance concernant les élections communales (RSJU 161.19)

**I. DISPOSITIONS GENERALES**

Champ d'application **Article 1** Le présent règlement s'applique aux élections populaires aux urnes, dans la commune de Montfaucon

Electeurs **Article 2**<sup>1</sup> Sont électeurs en matière communale :

- a) les Suisses, hommes et femmes âgés de 18 ans, domiciliés depuis trente jours dans la commune ;
- b) les étrangers, hommes et femmes âgés de 18 ans, domiciliés dans le canton depuis dix ans et dans la commune depuis trente jours.

<sup>2</sup>  
Les personnes interdites pour cause de maladie mentale ou de faiblesse d'esprit ne sont pas électeurs.

Eligibilité

<sup>1</sup>  
**Article 3** Sont éligibles :

- a) comme membre d'autorités communales, les Suisses, hommes et femmes jouissant du droit de vote dans la commune ;
- b) comme fonctionnaires communaux, toutes les personnes ayant l'exercice des droits civils et politiques ;
- c) comme membre des commissions communales, les Suisses âgés de 16 ans au moins et les étrangers ayant l'exercice des droits civils et politiques.

<sup>2</sup>  
Dans tous les cas énumérés ci-dessus, la limite d'âge et de fonction est fixée à 70 ans révolus.

Fonctions incompatibles

<sup>1</sup>  
**Article 4** Sont incompatibles avec la qualité de membre d'une autorité communale :

- a) les fonctions de membre du Gouvernement et de juge permanent ;
- b) la qualité de fonctionnaire communal à plein temps, immédiatement subordonné à cette autorité.

<sup>2</sup>  
Les fonctions de maire, de conseiller communal, de président et de vice-président de l'assemblée communale sont incompatibles.

Incompatibilités tenant à la parenté

<sup>1</sup>  
**Article 5** Ne peuvent faire partie ensemble d'une autorité communale :

- 1) les parents du sang et alliés en ligne directe ;
- 2) les frères ou sœurs, germains, utérins ou consanguins ;
- 3) les époux, les alliés en ligne collatérale au 2<sup>ème</sup> degré, ainsi que les conjoints de frères ou sœurs.

<sup>2</sup>  
Les personnes ainsi apparentées ne peuvent pas non plus occuper des emplois communaux dont l'un est immédiatement subordonné à l'autre.

<sup>3</sup>  
L'exclusion pour cause d'alliance ne cesse pas du fait de la dissolution du mariage.

Option et Règles d'élimination

1

**Article 6** En cas d'incompatibilité touchant une même personne, un délai d'option lui est imparti par le Service des communes. A défaut d'option, le sort décide.

2

En cas d'élection simultanée de personnes qui s'excluent en vertu de l'article 5, sont réputées élues, en l'absence d'un désistement volontaire, celles qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. En cas d'égalité, le Service des communes procède à un tirage au sort, auquel les intéressés sont invités.

3

Lorsqu'un nouvel élu se trouve, à l'égard d'une personne déjà en fonction, dans un rapport de parenté entraînant l'incompatibilité au sens de l'article 5 du présent règlement, son élection est nulle si cette personne ne se retire pas.

4

Dans les cas visés aux alinéas 2 et 3 ci-dessus, la fonction de maire l'emporte sur celle de conseiller communal.

Organes communaux

1

**Article 7** Le règlement d'organisation désigne les organes électoraux de la commune. Il indique notamment quelles sont les compétences électorales :

- a) des ayants droit (vote aux urnes);
- b) de l'assemblée communale ;
- c) du conseil communal.

Vote aux urnes

2

Les ayants droit au vote élisent obligatoirement par les urnes, selon des dispositions du présent règlement :

- a) le maire ;
- b) le président des assemblées ;
- c) le vice-président des assemblées ;
- d) les membres du conseil communal ;
- e) les membres du corps enseignant, sous réserve des dispositions relatives à l'élection des enseignants.

## II. EXERCICE DU DROIT DE VOTE

Lieu du scrutin **Article 8** Le scrutin se déroule dans les locaux désignés par le conseil communal.

Temps du scrutin **Article 9**<sup>1</sup> Le scrutin est ouvert, du jeudi au dimanche, aux heures fixées par le conseil communal.

<sup>2</sup>  
Il est ouvert, au moins dans les temps suivants :

- a) le samedi, pendant une heure ;
- b) le dimanche, de 10 heures à 13 heures.

<sup>3</sup>  
Le scrutin est clos le dimanche à 13 heures.

Matériel de vote **Article 10**<sup>1</sup> La qualité d'électeur est établie par la présentation de la carte d'électeur.

<sup>2</sup>  
Le droit de vote est exercé au moyen d'un bulletin officiel.

Convocation des électeurs **Article 11**<sup>1</sup> Avant chaque élection aux urnes, à l'exception de celle prévue à l'article 21, le conseil communal convoque les électeurs par publication dans le Journal officiel et selon l'usage local.

<sup>2</sup>  
La convocation est publiée, au plus tard, dans l'édition du Journal officiel de la sixième semaine précédant le jour du scrutin ; elle indique le genre, l'horaire et le lieu du scrutin et de l'éventuel ballottage.

Publication des listes et actes de candidature **Article 12** A l'échéance du délai de correction des listes et actes de candidature déposés, le secrétariat communal procède à leur affichage selon l'usage local.

Fourniture du matériel **Article 13**<sup>1</sup> La commune fait parvenir à tous les électeurs, au moins dix jours avant celui du scrutin, leur carte d'électeur ainsi que le ou les bulletin(s) officiel(s).

<sup>2</sup>  
Un duplicata de la carte d'électeur peut être obtenu 24 heures avant l'ouverture du scrutin au secrétariat communal.

3

La commune prend en charge les frais d'impression et de distribution du ou des bulletin(s) officiel(s).

4

Si, lors d'élection selon le système majoritaire, le nombre des actes de candidature dépasse celui de trois, le conseil communal peut se borner à distribuer un bulletin officiel blanc et la liste des candidatures déposées.

5

Les mandataires des listes peuvent obtenir des bulletins supplémentaires auprès de l'administration communale. Les frais y relatifs sont à la charge des personnes ou organisations qui les ont commandés.

Vote personnel  
à l'urne

1

**Article 14** Un isoloir est mis à la disposition de l'électeur pour lui permettre de tenir son vote secret.

2

L'électeur présente sa carte d'électeur au bureau électoral, puis elle est introduite dans une urne.

3

Le bulletin doit être timbré par un membre du bureau avant d'être introduit dans une autre urne.

4

Le bureau électoral prend les mesures propres à permettre aux invalides de participer au vote lorsqu'ils sont incapables d'accomplir eux-mêmes les actes nécessaires.

Vote à  
domicile

1

**Article 15** S'agissant des malades et des infirmes, une délégation du bureau électoral se rend, à leur demande, à leur domicile pour recueillir leur bulletin et carte d'électeur.

2

Le vote à domicile peut être demandé par écrit au bureau électoral au plus tard vingt-quatre heures avant la clôture du scrutin.

3

La délégation du bureau électoral se compose de deux membres au moins.

4

Elle se rend à domicile avec une urne.

1  
Vote préalable **Article 16** Dès qu'il a reçu sa carte et jusqu'à l'ouverture du scrutin, l'électeur peut voter personnellement auprès de l'administration communale.

2  
Le fonctionnaire communal donne deux enveloppes à l'électeur, l'une plus petite que l'autre. Dans la plus petite, l'électeur met son bulletin. Dans l'autre, il met la petite enveloppe et sa carte d'électeur.

3  
L'enveloppe, dûment remplie, est remise au fonctionnaire, qui la tient en lieu sûr.

1  
Vote par correspondance **Article 17** L'électeur dont la demande écrite parvient à l'administration communale au plus tard jusqu'au lundi précédant le jour du scrutin à 18 heures peut, dès qu'il a reçu sa carte et le matériel nécessaire, voter par correspondance :

- a) s'il est malade ou infirme ;
- b) s'il séjourne hors de son lieu de domicile ;
- c) si des raisons impérieuses l'empêchent de se rendre aux urnes.

2  
Les militaires en service et les personnes accomplissant un service dans l'organisation de la protection civile peuvent également voter par correspondance.

3  
Le vote peut être exercé de n'importe quel endroit du territoire suisse.

4  
Le fonctionnaire communal, sur demande écrite et motivée, envoie à l'électeur deux enveloppes, l'une plus petite que l'autre. L'électeur procède comme dans le cas du vote préalable.

5  
L'enveloppe, dûment remplie, est remise à un bureau de poste suisse.

6  
Elle doit parvenir à l'administration communale 24 heures avant la clôture du scrutin.

Secret  
du vote

1

**Article 18** Le secret du vote doit être assuré.

2  
Après la clôture du scrutin, les enveloppes recueillies à l'occasion des votes préalables et des votes par correspondance sont ouvertes par le bureau électoral.

3  
Les cartes d'électeur sont introduites dans l'urne qui leur est réservée.

4  
Les enveloppes intérieures sont ouvertes à leur tour. Le bulletin qui s'y trouve est timbré et introduit dans l'urne.

Timbre

**Article 19** Tous les bulletins doivent recevoir le timbre du bureau électoral avant d'être introduits dans l'urne.

Bulletins  
nuls

**Article 20** Sont nuls :

- a) les bulletins qui ne sont pas officiels ;
- b) les bulletins qui ne portent pas le timbre du bureau électoral ;
- c) les bulletins blancs qui ne sont pas remplis à la main et les bulletins imprimés qui sont modifiés autrement qu'à la main ;
- d) les bulletins qui n'expriment pas clairement la volonté de l'électeur ;
- e) les bulletins qui portent des signes qui permettent de reconnaître l'auteur ;
- f) les bulletins qui portent des mentions étrangères au scrutin ;
- g) les bulletins qui, envoyés par correspondance, sont contenus dans une enveloppe de transmission dont l'expéditeur ne correspond pas à la carte d'électeur.

### III. AUTRES DISPOSITIONS

Calendrier des élections	<p>1 <b>Article 21</b> L'élection des organes énumérés à l'article 7, alinéa 2, lettres a) à d) du présent règlement, a lieu le même jour, soit le dernier dimanche de novembre, deux ans après l'élection du Parlement.</p> <p>2 Les autorités se constituent dans les quinze premiers jours de l'année civile qui suit le jour de l'élection.</p> <p>3 Leurs charges prennent fin la veille de la séance constitutive des nouvelles autorités.</p>
Ballottage	<p><b>Article 22</b> Les scrutins de ballottage ont lieu le deuxième dimanche après le premier tour.</p>
Durée des fonctions	<p>1 <b>Article 23</b> La durée des fonctions est de quatre ans, sauf dispositions fédérales ou cantonales contraires.</p> <p>2 La durée des mandats ne peut excéder deux périodes de fonctions.</p> <p>3 Dans le calcul des périodes de fonctions, la période de fonction inférieure à deux ans ne compte pas.</p>
Dépouillement	<p><b>Article 24</b> Lors du dépouillement du scrutin, le bureau électoral s'assure que le nombre des cartes d'électeur n'est pas inférieur à celui des bulletins timbrés qui sont retirés de l'urne.</p>
Validité du scrutin	<p><b>Article 25</b> Un scrutin n'est en principe valable que si le nombre des bulletins timbrés ne dépasse pas celui des cartes de vote rentrées.</p>
Constatation et publication des résultats	<p>1 <b>Article 26</b> Dès la clôture du dépouillement, un exemplaire du procès-verbal est remis sans retard au conseil communal.</p> <p>2 Un exemplaire du procès-verbal d'élection est transmis immédiatement au Service des communes</p> <p>3 La commune informe les élus de leur élection.</p>

Recours <sup>1</sup>  
**Article 27** Les élections peuvent être attaquées par voies de recours devant le juge administratif.

2  
Le recours doit être interjeté dans les dix jours qui suivent la décision attaquée ; en cas de scrutin, il doit être interjeté dans les dix jours qui suivent.

3  
Lorsque les résultats du scrutin sont publiés dans le Journal officiel, on peut encore recourir dans les trois jours suivant cette publication, même si le délai de dix jours susmentionné est écoulé.

4  
Le juge administratif statue sous réserve de recours auprès de la Cour constitutionnelle.

5  
Le recours à la Cour constitutionnelle doit être adressé dans les dix jours suivant la notification de la décision attaquée.

Conservation du matériel <sup>1</sup>  
**Article 28** Conjointement avec un exemplaire du procès-verbal, les cartes de vote et les bulletins sont réunis pour chaque élection en paquets distincts qui sont ensuite scellés et conservés sous clé.

2  
Dès que le délai de recours est écoulé sans avoir été utilisé ou que d'éventuels recours en matière d'élection ont été jugés définitivement, le matériel mentionné à l'alinéa 1 doit être détruit.

#### **IV. ELECTIONS COMMUNALES SELON LE SYSTEME MAJORITAIRE**

Champ d'application **Article 29** Les dispositions qui régissent les élections selon le système majoritaire à deux tours sont applicables :

- a) au maire ;
- b) au président des assemblées communales ;
- c) au vice-président des assemblées communales ;
- d) aux membres du conseil communal ;
- e) aux membres du corps enseignant, sous réserve des dispositions légales relatives à l'élection des enseignants.

Actes de candidature	<p style="text-align: center;">1</p> <p><b>Article 30</b> Les actes de candidature doivent être remis au conseil communal le lundi de la quatrième semaine qui précède l'élection jusqu'à 18 heures.</p>
	<p>2</p> <p>L'acte de candidature indique le nom, le prénom, l'année de naissance, la profession du candidat ou des candidats.</p>
	<p>3</p> <p>Il doit porter la signature manuscrite du candidat et celle d'au moins cinq électeurs domiciliés dans la commune.</p>
Corrections et compléments	<p style="text-align: center;">1</p> <p><b>Article 31</b> Les actes de candidature peuvent être corrigés jusqu'au lundi de la troisième semaine qui précède l'élection jusqu'à 18 heures.</p>
	<p>2</p> <p>Ils ne peuvent être complétés que dans le cas où un candidat devient inéligible. Ce complément peut être apporté jusqu'au lundi qui précède l'élection, jusqu'à 18 heures.</p>
	<p>3</p> <p>La candidature, une fois signée, ne peut plus être déclinée.</p>
Report de l'élection	<p><b>Article 32</b> Si un candidat devient inéligible entre le lundi qui précède l'élection et la clôture du scrutin, l'élection est annulée et reportée au deuxième dimanche suivant. Le conseil communal prend les mesures nécessaires et fixe les délais.</p>
Bulletins officiels	<p><b>Article 33</b> La commune fait parvenir à tous les électeurs de son ressort, au moins dix jours avant l'élection, des bulletins officiels imprimés portant le nom du ou des candidats et un bulletin officiel blanc, sous réserve de l'article 13, alinéa 4.</p>
Manière de voter	<p style="text-align: center;">1</p> <p><b>Article 34</b> Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de sièges à pourvoir.</p>
	<p>2</p> <p>Il ne peut donner ses suffrages qu'à des candidats et n'en peut donner qu'un à chaque candidat.</p>

3

Les candidats en surnombre sont annulés comme suit :

- a) sur les bulletins imprimés, les derniers noms imprimés ;
- b) sur les bulletins blancs, les derniers noms inscrits.

Détermination  
du résultat

**Article 35** Après la clôture du scrutin, le bureau électoral établit un procès-verbal indiquant :

- a) le nombre des électeurs et celui des votants ;
- b) le nombre des bulletins valables et celui des bulletins non valables, ce dernier correspondant à la somme des bulletins blancs et nuls ;
- c) le nombre des suffrages obtenus par chaque candidat.

1

Désignation  
des élus

**Article 36** Sont élus les candidats qui ont obtenu un nombre de suffrages supérieur à la moitié du nombre des bulletins valables (majorité absolue).

2

Si le nombre des candidats ayant obtenu la majorité absolue dépasse celui des sièges ou postes à pourvoir, sont élus ceux d'entre eux qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages.

3

En cas d'égalité des suffrages pour le dernier siège. Une élection complémentaire départage les candidats ayant obtenu le même nombre de suffrages.

4

Les dispositions du décret sur la protection des minorités demeurent réservées.

1

Candidatures  
pour le 2<sup>ème</sup>  
tour

**Article 37** Un candidat au premier tour peut renoncer à sa candidature pour le deuxième tour.

2

Les candidatures doivent être remises au conseil communal le mercredi qui suit le premier tour, jusqu'à 18 heures.

3

Ne peuvent faire acte de candidature que les personnes qui s'étaient présentées au premier tour.

Bulletins officiels	<p style="text-align: center;">1</p> <p><b>Article 38</b> Dès le dépôt des listes, la commune tient des bulletins officiels blancs à la disposition des électeurs désirant voter par correspondance ou à titre péalable.</p> <p style="text-align: center;">2</p> <p>Elle fait parvenir les bulletins officiels imprimés aux électeurs la veille de l'ouverture du scrutin au plus tard.</p>
Désignation des élus au second tour	<p><b>Article 39</b> Sont élus, à concurrence des sièges à pourvoir, les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages, même s'il n'est pas supérieur à la moitié du nombre des bulletins valables (majorité relative).</p>
Renvoi	<p><b>Article 40</b> Sous réserve des dispositions qui précèdent, les règles valables pour le premier tour sont applicables au second.</p>
Election tacite	<p style="text-align: center;">1</p> <p><b>Article 41</b> Si les candidats présentés au premier ou second tour ne sont pas plus nombreux que les sièges à pourvoir, ils sont élus sans vote (élection tacite).</p> <p style="text-align: center;">2</p> <p>S'ils sont moins nombreux, il est procédé, pour les sièges non pourvus, à une élection complémentaire à la majorité relative.</p>
Vacance pendant la période administrative	<p style="text-align: center;">1</p> <p><b>Article 42</b> En cas de vacance pendant une période administrative, il est procédé à une élection complémentaire selon le système majoritaire à deux tours.</p> <p style="text-align: center;">2</p> <p>Les personnes élues le sont pour la fin de la période administrative.</p>
Défaut de listes	<p><b>Article 43</b> Si aucun acte de candidature n'est déposé, l'élection se fait à la majorité relative. Les électeurs peuvent donner leurs suffrages à toute personne éligible.</p>

## **V. DISPOSITIONS PENALES**

Code pénal	<p><b>Article 44</b> Les dispositions des articles 279 à 283 du Code pénal suisse sont applicables.</p>
------------	---

Amendes <sup>1</sup>  
**Article 45** Le conseil communal peut infliger une amende de 20 à 200 francs aux membres du bureau électoral qui font défaut entièrement ou partiellement aux opérations d'un vote ou d'une élection sans excuse suffisante.

2  
Les infractions au présent règlement et aux décisions qui en découlent sont passibles d'une amende de 1000 francs au plus, pour autant que d'autres mesures ne soient pas applicables.

3  
Le conseil communal prononce les amendes selon le décret sur le pouvoir répressif des communes.

## **VI. VOIES DE RECOURS ET DISPOSITIONS FINALES**

Voies d'opposition et de recours **Article 46** Les décisions prises en application du présent règlement peuvent être attaquées selon les dispositions prévues dans la loi sur les droits politiques (RSJU 161.1), le Code de procédure administrative (RSJU 175.1) et la loi sur les communes (RSJU 190.11).

Autres dispositions légales <sup>1</sup>  
**Article 47** Les questions non traitées par le présent règlement seront tranchées par analogie aux dispositions cantonales en vigueur éventuellement par analogie aux dispositions fédérales.

2  
Sont notamment réservées, les dispositions figurant dans les textes légaux suivants :

- a) Constitution de la République et canton du Jura (RSJU 101) ;
- b) Loi sur les droits politiques (RSJU 161.1) ;
- c) Ordonnance d'exécution sur les droits politiques (RSJU 161.11),
- d) Ordonnance concernant le droit de vote des étrangers (RSJU 161.12) ;
- e) Ordonnance concernant les fonctions que les conseils communaux et les bureaux électoraux ont à remplir dans les votations et élections populaires (RSJU 161.13) ;

- f) Ordonnance concernant le registre des électeurs (RSJU 161.15) ;
- g) Code de procédure administrative (RSJU 175.1) ;
- h) Loi sur les communes (RSJU 190.11) ;
- i) Loi d'incompatibilité (RSJU 170.31) ;
- j) Décret sur les communes (RSJU 190.111) ;
- k) Décret sur la protection des minorités (RSJU 192.222)
- l) Ordonnance concernant les élections communales (RSJU 161.19).

Abrogation

**Article 48** Le présent règlement abroge les articles du règlement d'organisation qui lui sont contraires. Il abroge également la réglementation communale d'élection du 24 septembre 1984.

**Article 49** Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Service des communes, à la date fixée par le conseil communal.

Ainsi délibéré et arrêté par l'assemblée communale de Montfaucon le 11 avril 1988.

Modifié par l'assemblée communale le 31 janvier 1990.

AU NOM DE L'ASSEMBLEE COMMUNALE  
Le Président :                      Le Secrétaire :  
  
Farine Paul                              Crevoisier Claude